

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1213 du 28 octobre 2014 | www.libres.org

Hebdomadaire 1,50€

1981-2014 | 33ème année de parution



SOMMAIRE DU N°1213

- EDITORIAL** : Le drapeau libéral pp.1-2
CONJONCTURE : Pétrole : l'OPEP a-t-elle perdu la main ? pp. 3-4
ACTUALITES : Fin de l'argent facile ? p. 4 -
Les frondeurs contre Bruxelles p. 5 -
Résultats des récentes élections : peut-on s'en réjouir ? p. 5
- ACTUALITE LIBERALE** : pp. 6-7
LU POUR VOUS : p. 8

Le drapeau libéral

Ce n'est pas le moment de le mettre dans sa poche. Il faut au contraire envoyer les couleurs. Car le drapeau libéral est, et sera de plus en plus, le signe de ralliement et d'espoir qu'attendent les Français.

C'est la conclusion que je tire de l'exceptionnelle assemblée de l'Aleps qui s'est tenue mercredi dernier 22 octobre. Cette assemblée était exceptionnelle à plus d'un titre. D'une part, elle consacrait le passage de témoin à une nouvelle équipe : après 35 ans de présidence, j'ai confié le sort de notre association (qui fêtera son cinquantenaire dans deux ans) à mon ami et disciple Patrick Simon, qui s'entoure d'un conseil d'administration rajeuni. D'autre part, elle rassemblait tout ce que la capitale française abrite de libéraux

d'une qualité et d'une célébrité exceptionnelles : de Philippe Nemo à Alain Madelin en passant par Pascal Salin, ils étaient tous là, ces missionnaires de la liberté. Enfin et surtout, elle annonçait fièrement que le temps était venu de sortir le drapeau libéral – ce que nous avons fait avec le manifeste « Français, retrouvons nos libertés ».

Dès la victoire de François Hollande, j'avais pronostiqué que la cote du libéralisme allait remonter dans notre pays. Une fois au pouvoir, le socialisme montre toutes ses limites, tous les dommages qu'il cause, simplement parce qu'il participe d'une erreur sur la personne humaine : il ignore ou déforme la nature de l'être humain, qui l'appelle à la liberté et la dignité. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

aleps

ASSOCIATION POUR LA LIBERTÉ ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Il a fallu trois ans après l'élection de François Mitterrand en 1981 pour que les illusions du programme commun de la gauche se dissipent. Il a fallu un peu moins de deux ans pour que François Hollande et sa majorité soient rejetés par les Français. Je n'avais donc aucun mérite à prévoir, comme tant d'autres, l'échec du socialisme.

Ce qui est moins certain, c'est que le vent se mette au libéralisme. Depuis 2002, notre doctrine a été absente de la scène politique, voire même du débat d'idées. La droite de Chirac et Sarkozy en a été responsable, affiliée à l'étatisme jacobin, à l'énarchie et au keynésianisme. Mais, simple avatar du socialisme, le dirigisme a échoué à son tour et les Français l'ont sanctionné en 2012. Voilà donc un peuple à la recherche d'une nouvelle voie. Certains croient la trouver chez Madame Le Pen, mais le populisme est une impasse : il n'y a rien de sérieux dans le programme sinon le rejet des partis en place, mais pour faire quoi ? De l'anti-tout : non à l'Europe, non à la mondialisation, non à l'Amérique, non à la finance, non au capitalisme ! La seule voie est donc du côté libéral.

« **Les mots changent, les esprits changeront** » Ce retour du libéralisme se marque déjà dans le vocabulaire du monde politique et médiatique : notamment la ligne du Premier Ministre se veut « sociale libérale ». Certes, le socialiste qui découvre le libéralisme est un malade en voie de guérison, mais retrouver les libertés si longtemps méconnues ou écrasées ne se fait pas en un jour. Par contraste, nombre de Français commencent à y voir clair : ils rejettent la classe politique qui ne vit que pour et par l'Etat ; ils veulent être libérés des impôts, des charges, de la Sécu, de la réglementation. Ils veulent préserver leur vie privée contre l'ingérence du pouvoir dans le domaine de la famille, de l'accueil de la vie et de l'attente de la mort. Ainsi le drapeau libéral est-il signe de rassemblement, alors que les jeux inspirés par l'idéologie et la démagogie électorale ont fini par dresser les uns contre les autres, à créer un climat de haine, de violence et de corruption.

Le rassemblement se fera d'autant mieux que l'espoir renaît avec la liberté. L'expérience vécue par un grand nombre de pays montre qu'en très peu de temps la santé économique revient, le chômage se réduit, les prélèvements se stabilisent puis diminuent, les privilèges et les rigidités disparaissent. Le travail, le mérite, l'épargne, la propriété sont à nouveau à l'honneur et stimulent l'initiative personnelle : la responsabilité rend aux gens la dignité perdue avec l'assistance et la servitude.

Mais il y a encore trop d'incrédules et de sceptiques sur les vertus économiques et morales du libéralisme ; beaucoup de Français pensent que la France n'est pas mûre pour une telle libération et le schéma qu'ils ont en tête est plutôt celui d'une explosion, d'une révolution dont l'histoire de ce pays est si riche. Voici donc la mission que doivent se donner aujourd'hui les libéraux : vaincre les préjugés, expliquer le libéralisme et les raisons profondes de son succès. Démontrer que la liberté c'est non seulement la prospérité, mais c'est aussi la dignité, voire la beauté, comme le rappelle Philippe Nemo.

« **Vaincre les préjugés sur le libéralisme** »

Trop longtemps mis en berne, ou froissé dans un carton poussiéreux, le drapeau libéral doit être remis à neuf, retrouver toutes ses couleurs, et être brandi avec fierté pour guider un pays aujourd'hui divisé, résigné, diminué. Ce sera notre effort au cours des mois à venir, à temps pour peser sur les choix décisifs auxquels la France ne peut échapper. Mais cet effort ne peut être seulement celui des porte-drapeau. Il sera sans doute aussi le vôtre, car vous voudrez participer à la renaissance du libéralisme français.

Jacques Garello

PETROLE : L'OPEP A-T-ELLE PERDU LA MAIN ?

Que se passe-t-il sur le marché pétrolier ? En quatre mois, le cours du pétrole est passé de 115 à 85 dollars. Il y a certes à cela de nombreuses et bonnes raisons, mais nous étions habitués à ce que l'OPEP, cartel des pays pétroliers, manipule les cours et empêche leur chute. L'OPEP aurait-elle perdu la main ? Le marché aurait-il repris ses droits ? En réalité, un cartel étatique peut manipuler les cours en courte période, mais il n'a jamais raison à long terme contre le marché, c'est-à-dire la bonne vieille loi de l'offre et de la demande.

Un cartel de producteurs

Longue histoire que celle de l'OPEP et du marché pétrolier. L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole se constitue en 1960 ; c'est un cartel des pays producteurs. Le cours du pétrole était jusque-là assez bas (3 dollars le baril), simplement parce que l'offre était assez concurrentielle et la demande plutôt élastique : toute l'économie n'était pas encore tournée vers le pétrole et il existait certains produits de substitution. L'OPEP se veut être une arme de combat des Etats contre les compagnies pétrolières, accusées (à tort) de s'entendre sur le dos des exportateurs. Quels Etats ? Ils ne sont pas parmi les plus démocratiques, de l'Arabie Saoudite à l'Algérie, en passant par l'Iran ou le Venezuela, l'Irak ou la Libye. Leur première offensive va consister à nationaliser la production de pétrole, pour la sortir des griffes des compagnies.

Puis, dans les années 60/70, la demande de pétrole devient de plus en plus inélastique (on ne peut alors s'en passer pour le chauffage, les déplacements, la production d'électricité, etc.), tandis que le cartel de l'OPEP regroupe la majorité des exportateurs (85% environ). Il était donc logique que les Etats membres de l'OPEP augmentent les prix à l'occasion d'événements géopolitiques favorisant une réduction de l'offre, comme en 1973 avec la guerre au Proche-Orient ou en 1979 avec la révolution iranienne. Les prix ont été multipliés par 4, puis encore par trois, dépassant les 35 dollars le baril (ce qui fait, compte tenu de l'inflation depuis cette période, une valeur en termes réels plus élevée que les prix actuels).

Il semble qu'il n'y ait rien à faire : un cartel d'Etats (le pire de tous), en situation de quasi-monopole pour l'exportation, sur un marché dont les consommateurs ne peuvent pratiquement se passer (demande inélastique). L'histoire a montré depuis le début des années 80, au-delà des fluctuations et épisodes divers, que le marché a repris ses droits et le pouvoir de nuisance de l'OPEP n'a cessé de reculer.

Le marché réagit de lui-même

Les Etats occidentaux se vantent d'avoir contribué au changement par « les politiques d'économies d'énergie ». Elles n'ont joué qu'à la marge, car ce sont d'abord les consommateurs eux-mêmes qui se sont adaptés : à 3 dollars le baril, on ne prend pas garde aux gaspillages ; à 35 dollars ou plus, il est parfaitement rationnel de réduire les gaspillages en matière de chauffage ou de conduite automobile. Pas besoin d'une loi pour nous obliger à « devenir de bons citoyens » : nous allons désormais éviter des dépenses excessives.

Ensuite, d'autres pays producteurs et exportateurs de pétrole existent, de la Russie au Mexique, des Etats-Unis à la Norvège ou au Royaume-Uni. Le prix de plus en plus élevé du pétrole a encouragé les recherches, l'exploitation et l'exportation de pétrole de ces pays. Ainsi, le pétrole offshore dans des régions comme la mer du Nord n'aurait jamais été exploité aussi intensément si le baril de pétrole était resté à 3 dollars ! Donc, plus l'OPEP augmentait ses prix, plus ce cartel encourageait la production de pétrole partout dans le monde, réduisant la part de l'OPEP dans les exportations devenue peu à peu minoritaire, aux environs de 40%. L'OPEP sciait ainsi la banche sur laquelle elle était assise.

Mais les Etats croient toujours avoir plus d'un tour dans leur sac. L'OPEP a pratiqué une politique des quotas visant à réduire la production, donc l'offre, afin de soutenir artificiellement les cours. Souvent, ils ont effectivement fait remonter les cours à court ou moyen terme. Mais, là encore, plus l'OPEP réduisait son offre pour faire grimper les prix, plus cela encourageait la production de pétrole hors OPEP. Et le prix élevé encourage les produits de substitution

L'erreur a également été de raisonner sur un produit, alors que les clients ne cherchent pas un produit, mais les services que rendent les produits. Et plusieurs produits peuvent rendre des services comparables en matière de carburant, de chauffage ou de fabrication de l'électricité. La hausse artificielle du cours du pétrole a donc non seulement stimulé la production de pétrole hors OPEP, mais aussi celle de produits de substitution comme le gaz, l'électricité d'origine nucléaire, l'exploitation des schistes bitumineux, etc.. Là encore ce n'est pas le fruit des mesures politiques des gouvernements, mais une simple adaptation logique : face à la hausse du prix d'un produit, les entrepreneurs se lancent dans la recherche d'autres produits rendant des services substituables. Le marché ne reste jamais passif, sans réactions, car derrière le marché, il y a des entrepreneurs, des consommateurs. Le marché n'est pas un personnage mystérieux, il n'est fait que de toutes les décisions prises par des milliers de gens qui cherchent en permanence une meilleure solution. >>

Pétrole : l'OPEP a-t-elle perdu la main ? (suite)

Il est incontestable que la mise en exploitation des « gaz non conventionnels » a bouleversé le marché mondial de l'énergie. Aujourd'hui, les Etats Unis et le Canada ne sont plus tributaires des importations de pétrole. Bien au contraire, ces pays ont commencé à exporter vers l'Europe. En Europe même, des pays comme la Pologne ont des réserves considérables de gaz de schiste et s'affranchiront des fluctuations des cours du pétrole. On ose espérer que ce sera bientôt la chance de la France, privée de richesses par les décrets de Mesdames NKM et Duflot (Ségolène Royal va-t-elle provoquer les écologistes ?)

Le marché trouve la solution

Ainsi, progressivement, on voit le prix du pétrole fluctuer en dépit des manœuvres de l'OPEP. Dans les années 2000, la croissance des pays émergents entraîne une forte poussée de la demande mondiale ; à la crise économique de 2008 et au ralentissement de la croissance correspond une réduction de la demande. Et maintenant ? On doit tout d'abord partir des évolutions durables : les producteurs hors OPEP sont de plus en plus nombreux. Russie et Etats Unis jouent un rôle plus actif sur le marché et la valeur du dollar pourrait être chancelante, ce qui pèse également sur le prix nominal du baril.

En tous cas, pour l'instant, en dépit du vif recul des cours en quatre mois (de 115 à 85 dollars), l'OPEP n'a pas réagi. C'est que même un cartel d'Etats peut connaître des tensions internes. Une entente ne marche qu'en cas de discipline collective. Or les douze membres de l'OPEP sont sensibles à des divergences d'intérêts géopolitiques, à des conflits régionaux. Certains souhaitent un cours plus élevé pour équilibrer leur budget, d'autres n'en ont pas besoin. Et l'Arabie Saoudite ne souhaite pas porter seule la charge d'une réduction des quotas et s'inquiète d'un éventuel rapprochement des USA et de l'Iran.

L'histoire n'est pas finie : la politique et la guerre peuvent à nouveau faire monter les cours ; mais le marché impose toujours sa loi à terme, car les adaptations, les évolutions, déjouent les manœuvres étatiques : les Etats peuvent nuire, mais la liberté gagne à long terme. Ce qui ne veut pas dire que les cours resteront orientés à la baisse ; un jour ou l'autre, il n'y aura plus de pétrole « conventionnel », donc il est possible qu'à long terme son prix s'élève. Mais bien imprudents ont été les prophètes du fameux rapport Meadows qui, en 1972, avaient prévu la disparition totale du pétrole et ont prêché la fin du système capitaliste et inventé le « développement durable » ! Les cartels passent, les Etats manoeuvrent, mais la liberté économique permet de trouver la solution à travers les fluctuations du marché.

Jean-Yves Naudet

Fin de l'argent facile ?

La FED réduit les facilités accordées au Trésor US. Les taux vont-ils remonter ?

Le débat est toujours resté très ouvert entre les « orthodoxes » monétaristes, qui refusent de financer le déficit budgétaire par des emprunts à la banque centrale, et les keynésiens estimant qu'un abaissement des taux encourage les banques à faire davantage de crédit, donc à relancer l'économie et résorber le chômage.

Aux Etats-Unis, la FED de Ben Bernanke avait tranché en faveur des keynésiens : ainsi s'est ouverte l'ère du « quantitative easing », de l'aisance monétaire. Au même moment, Jean Claude Trichet avait refusé que la BCE prenne le moindre risque dans la gestion de l'euro.

Il est vrai que l'économie américaine s'est assez bien tirée de la crise et que le chômage est aujourd'hui à peine supérieur à 5% de la population active, proche du plein emploi. Est-ce une victoire des keynésiens ? En fait, la politique monétaire n'y a pas été pour grand-chose. Les Etats Unis ont profité de la nouvelle autonomie énergétique acquise avec les gaz de schiste et de la grande flexibilité du marché du travail et des entreprises américaines.

Toujours est-il que Janet Yellen, qui a succédé à Ben Bernanke à la tête de la FED, a décidé de mettre fin progressivement à sa générosité envers le Trésor américain (4.000 milliards de bons rachetés

à ce jour). Au lieu de 55 milliards par mois de rachat de la dette fédérale, c'est maintenant 15 milliards « seulement ». Les keynésiens (notamment ceux du FMI) ne désarment pas : maintenons les taux d'intérêt au plus bas. C'est la position de Mario Draghi pour la BCE ; de son côté, la Banque de Suède vient de décréter un taux zéro.

La question de fond est celle-ci : l'économie retrouve-t-elle la santé en revenant à des principes de rigueur, dans les choix des entreprises et des ménages, ou en stimulant les crédits jusqu'au point d'encourager l'irresponsabilité, la spéculation et l'endettement permanent ? ●

Les frondeurs contre Bruxelles

Renzi, Hollande, Cameron s'élèvent contre le dirigisme de l'Union Européenne

La Commission Juncker entame son mandat dans de mauvaises conditions. Mais n'était-ce pas fatal ?

Les mauvaises conditions, c'est la fronde de trois dirigeants, et non des moindres, qui refusent de se plier aux injonctions de Bruxelles. Renzi et Hollande ne veulent pas que leurs budgets soient remis en cause par la Commission. Renzi l'annonce avec brutalité, assortissant son refus d'une violente charge contre Barroso, précédent président de la Commission, qu'il accuse d'avoir imposé une discipline budgétaire irréfléchie. Mais l'Italie n'avait-elle pas signé la fameuse « règle d'or » (équilibre budgétaire et déficit structurel inférieur à 0,5 %) ?

Mise en demeure par la Commission de réduire son déficit de 4 milliards d'euros, la France a

expliqué dans un premier temps qu'elle ne pouvait rien faire de mieux et François Hollande a précisé que la menace de Bruxelles de refuser l'accréditation du budget français (ce qui serait source de pénalités) n'y changerait rien. Puis, en triturant les chiffres de recettes hypothétiques et de dépenses passées à la trappe, Bercy a trouvé de quoi réduire le déficit de quelque 3 milliards et demi. On verra demain ce qu'en pensent les commissaires (dont le Français Pierre Moscovici).

Quant à David Cameron, c'est sur la forme qu'il n'est pas d'accord : Bruxelles somme Londres de verser 1,2 milliards d'euros en trois semaines. Le premier ministre anglais a fait remarquer que son pays participe déjà très lourdement aux finances de l'Union et n'entend pas être ainsi taxé sans ménagement.

Sans doute Jean Claude Juncker va-t-il assouplir la position de la Commission. Il ne peut pas s'engager dans une lutte ouverte avec trois grands Etats de l'Union. Mais cette crise est profonde. Les ambiguïtés de la construction européenne se révèlent au grand jour, avec des « Européistes » voulant accélérer l'intégration économique, sociale et politique. Ils veulent imposer la même politique à tous les Etats membres, au lieu d'accepter une concurrence entre Etats. Les souverainistes de tous pays ont alors beau jeu de s'évader des traités européens. Lesdits traités ont montré l'irréalisme et les dangers d'une Europe organisée « d'en haut ». On peut attendre de l'Europe non pas un gouvernement jacobin mais un libre échange mettant en concurrence les diverses institutions et politiques nationales. •

Résultats des récentes élections : peut-on s'en réjouir ?

Brésil, Ukraine, Tunisie : quelles chances pour la paix civile ?

Au Brésil, Dilma Roussel l'a emporté d'un souffle. Le « Parti des Travailleurs », d'obédience marxiste, va donc rester au pouvoir. C'en est fini de l'espoir d'en finir avec des gouvernants acquis à la lutte des classes, ennemis des riches mais s'enrichissant grâce à un système de corruption généralisé et à un pillage des ressources naturelles et humaines du pays. La classe moyenne, qui s'est développée considérablement au Brésil grâce à l'ouverture au commerce mondial et aux investissements étrangers, attendra en vain l'émergence d'un état de droit. Les occasions de conflits risquent donc de se multiplier.

En Ukraine, la victoire des pro-occidentaux et pro-européens a été totale. Les partis du président Petro Poroshenko et du premier ministre Arseni Iatseniouk sont au coude à coude, mais ils cumulent plus de la moitié des votes et des sièges au Parlement. Les deux leaders étaient d'accord pour former un gouvernement d'union et la population les suivra certainement dans le voie de l'intégration dans l'Union Européenne et du refus de l'expansionnisme du Kremlin. Malheureusement, dans les parties orientales du pays, contrôlées par les dissidents pro-russes, les opérations électorales n'ont pu se dérouler. Les élections confirment ainsi que la majorité

des Ukrainiens est bien derrière ses dirigeants actuels, mais que ceux-ci ne peuvent toujours rien contre l'occupation de l'Est du pays par les Russes.

Enfin, en Tunisie, le parti islamiste naguère dominant Ennahdha a été battu et a obtenu seulement 83 sièges au Parlement, contre 108 au Nidaa Tounes, parti centriste et laïque. Ennahdha accepterait un gouvernement de coalition et la précaire paix civile pourrait être sauvegardée. Mais la menace d'un retour aux extrémismes pèse toujours lourdement sur l'avenir du pays ruiné par les suites du « printemps arabe ». •

Mercredi 22 octobre à 17h30, la salle de réunion du cabinet Delsol était juste suffisante pour accueillir les personnes qui participaient à l'Assemblée Générale de l'ALEPS, dont voici les temps forts.



Patrick Simon, président : un Liggio français ?

Elu par le Conseil d'Administration du 3 octobre, c'est Maître Patrick Simon qui ouvre la séance. Il a rappelé dans quel esprit il avait accepté de prendre la succession de Jacques Garelo ; l'essentiel de son discours était retranscrit dans le dernier numéro de la Nouvelle Lettre. Désormais président d'honneur de l'ALEPS, Jacques Garelo a exprimé toute la confiance et tout l'espoir qu'il met dans la nouvelle équipe dirigeante. Patrick Simon s'inscrit dans la ligne doctrinale de l'ALEPS : un libéralisme intégral, qui va au-delà de la seule liberté économique, un libéralisme international en liaison avec les centres et instituts libéraux de tous les pays, un libéralisme ouvert accueillant sans discrimination tous les défenseurs et promoteurs de la liberté en France, un libéralisme conséquent menant des projets sur plusieurs années, voire décennies, comme le Prix de la Pensée Libérale, l'Université d'Été de la Nouvelle Economie, le bulletin Liberté Economique, le site libres.org et – non le moindre – la Nouvelle Lettre - 33 ans de présence hebdomadaire. Mais de plus, l'engagement de Patrick Simon est fondé sur une foi humaniste et chrétienne profonde. Couronné par l'ALEPS pour son ouvrage « Peut-on être libéral et catholique ? », il défend la liberté au nom de la dignité de la personne humaine. Ce juriste éminent (avocat spécialisé en droit maritime) a beaucoup écrit sur l'état de droit, sur le droit naturel et sur les liens entre droit et politique, c'est un thomiste convaincu.

Jacques Garelo a tenu à rapprocher ces qualités de celles que possédait à leur plus haute valeur le professeur Leonard Liggio, disparu une semaine auparavant. Grand historien de l'économie, Leonard était le grand ami des libéraux français, qu'ils soient ceux des 18ème et 19ème siècles (en particulier Destutt de Tracy, Dunoyer, Charles Comte, Bastiat) ou ceux du 20ème siècle, puisqu'il a été l'un des piliers de l'Université d'Été et lui a donné sa dimension internationale, faisant venir à Aix tous les amis qu'il avait dans tous les pays du monde. La salle unanime a salué la mémoire de Léonard, proche de la plupart des personnes présentes.



Philippe Nemo : La liberté rend beau

L'auteur de « Esthétique de la liberté » (dernier ouvrage, analysé ici même la semaine dernière) est invité à présenter quelques réflexions sur son ouvrage. Il reconnaît qu'il lui a été facile de montrer « la laideur du totalitarisme » : condamnés à la pénurie économique et esclaves des régimes policiers, les individus sont en souffrance, la joie disparaît et avec elle le sourire et la beauté. Il lui a été plus délicat d'expliquer les liens entre liberté et beauté. Quelle beauté ? Une beauté d'apparence physique, que recherchaient les Grecs, ou une beauté de l'âme, c'est-à-dire l'aptitude à rechercher et découvrir le bien, le beau et le vrai ? Il faut une liberté de choix pour savoir distinguer le bien du mal, le beau du laid, le vrai du faux. Il faut aussi une autonomie d'action et de pensée, le choix engageant une responsabilité personnelle, qui n'existe qu'à travers la propriété. Il faut aussi un ordre social pour permettre aux choix individuels de se coordonner, mais les règles de cet ordre doivent elles-mêmes émaner d'une libre pratique sociale et ne peuvent être créées par un décret souverain.



Madelin aux côtés des bonnets rouges

Les Français sont-ils en train de s'enlaidir ? Il est sûr que beaucoup ont perdu le goût de leurs libertés, grâce aux largesses de l'Etat Providence qui les dispense de choisir et les assiste. Mais le goût de la liberté n'est-il pas en train de renaître ? Alain Madelin fait une des brillantes péréoraisons dont il a le secret. Après avoir observé les bonnets rouges bretons qu'il connaît bien, et qui peuvent passer pour des anarchistes de gauche, il les a entendus clamer, et de plus en plus haut : « Laissez nous faire », retrouvant ainsi la formule du marchand Legendre dans son dialogue avec Colbert.

Traduisons : un bouillonnement s'amorce maintenant, les Français en ont assez d'être gouvernés par des politiciens totalitaires, qui les privent non seulement de leur argent, mais de la possibilité d'innover, d'organiser, d'échanger. C'est que la classe politique n'a pas compris l'ère nouvelle dans laquelle nous sommes entrés. Ils sont restés prisonniers des vieux schémas de lutte des classes, qui pouvaient avoir quelque

consistance dans l'ère industrielle, mais qui ne sont plus acceptables dans un espace mondialisé, dominé par les technologies de la communication. Cet archaïsme se traduit dans le discours de la droite française, qui n'a que le mot d'austérité à la bouche, et qui veut infliger des sacrifices à ceux qui sont déjà harassés par l'Etat, alors qu'un monde de progrès et d'abondance s'ouvre devant nous. C'est donc un nouveau langage qu'il faut tenir, et ce n'est sûrement pas le moment de mettre le drapeau libéral dans la poche.

Et les médias ?

Le message libéral ne peut se diffuser par le canal des médias. Alain Laurent donne l'exemple de l'émission d'Arte, dont le Monde fait une demie-page de publicité, consacrée à l'histoire du capitalisme. Adam Smith présenté en partisan de l'esclavage, Ricardo et Malthus comme des lobbyistes de la finance refusant le secours aux pauvres, Marx le grand économiste disant enfin la vérité sur cette révolution industrielle que tout le monde avait prise comme un progrès. Une chaîne publique, financée par le contribuable français ! Cette émission a été vue par Madelin et Delsol, qui ont en effet été scandalisés par cette immonde propagande. Jean Philippe Delsol fait cependant remarquer qu'il y a quelques ouvertures dans les radios, voire même à la télévision (avec BFM TV par exemple). L'ALEPS doit soutenir ces journalistes courageux. Henri Lepage insiste sur l'efficacité du contre feu des réseaux sociaux. Le bouillonnement des bonnets rouges évoqué par Madelin se retrouve, à des centaines de milliers d'exemplaires, sur les sites libéraux, de plus en plus florissants. L'un des deux rédacteurs en chef de contrepoin, Alexis Vintray, était d'ailleurs dans la salle. Contrepoin a reçu en 2012 le Templeton Freedom Award qui distingue le meilleur projet de site libéral et qui est décerné par Atlas Foundation (dont le vice président était précisément Leonard Liggio).

Quelles cibles ? Quels arguments ?

A travers les médias, les réseaux sociaux et tous autres canaux, qui doit-on convaincre par priorité ? Quels sont les plus réceptifs actuellement au message libéral ?

Pour l'instant, la classe politique n'est pas mûre pour adhérer à un programme vraiment libéral, c'est ce que confirme Hervé Novelli. Malheureusement le monde patronal est d'un bien maigre secours. Pas étonnant, souligne Madelin : les dirigeants d'entreprises, et notamment des plus grosses, vont chercher les marchés et les subventions du côté des instances publiques.

Les cibles privilégiées devraient être les jeunes, indique Jacques Garelo. On les voit de plus en plus engagés dans la croisade libérale, à l'image de Students for Liberty. Il faut multiplier les formations à leur intention. Philippe Nemo est très applaudi en annonçant l'ouverture d'une véritable Ecole Normale pour les enseignants en sciences sociales. Mais la cible c'est aussi les cadres de la société civile, celle que l'on arrivait à regrouper et motiver avec Idées Action, initiative d'Alain Madelin au début des années 1990. Evelyne Joslain, témoin et historien des tea parties américaines, insiste sur la nécessité de situer le débat non seulement sous l'angle de l'économie libérale, mais aussi du conservatisme moral. Mais Hayek n'a-t-il pas expliqué « pourquoi je ne suis pas conservateur ? » Si Patrick Simon s'affirme « libéral conservateur », c'est surtout pour ne pas oublier que, quelle que soit la cible visée, le libéralisme ne peut faire l'impasse sur les dimensions spirituelles et morales de la liberté. Mais naturellement, le drapeau libéral ne peut être mis dans la poche, c'est d'ailleurs l'avis de la salle unanime. Cela dit, les tea parties peuvent prendre l'allure des « forums des libertés » lancés par Jacques Garelo, où s'illustrèrent plusieurs membres de l'ALEPS, tels Jean Philippe Delsol, Paul Beaumartin ou Axel Arnoux.

Enfin, le « benchmarking mondial », la comparaison avec les pays étrangers, surtout européens, demeure un argument décisif. Pourquoi pas nous ? dit Fontanet. Les Français seront curieux de savoir comment on peut réduire de 400.000 le nombre de fonctionnaires sans les transformer en chômeurs ou en salariés précaires.

Trois pièges, un engagement

La conclusion de cet échange d'idées, toujours animé et savant : affûter les méthodes et les arguments pour évacuer les idées reçues sur le libéralisme et pour décrire « comment se passer de l'Etat » sans révolution ni régression sociale. Il nous faut fabriquer des électeurs libéraux si un jour on veut avoir des élus libéraux (c'est ce que disait Emile Faguet). Mais évitons trois pièges : masquer notre drapeau, dénoncer ceux qui brandissent notre drapeau pour perpétuer le système politique actuel, se contenter de chercher l'homme ou le parti providentiel qui installerait le libéralisme « d'en haut ». Et prenons un engagement : mener la croisade jusqu'à son terme, et c'est possible.

Appels à signature pour le Manifeste

L'Assemblée ne pouvait se terminer sans faire allusion aux signatures du manifeste. D'une part la liste des premiers signataires connus du grand public est maintenant très avancée (cf.infra) et de nouvelles adhésions s'annoncent, D'autre part, comme le fait remarquer Jean Philippe Delsol, il est temps de « sortir le drapeau » avant que des pavillons de complaisance n'apparaissent.

A l'heure présente, près de 300 signatures ont été réunies. Un nouvel appel est donc nécessaire. Le texte du manifeste est présenté en première page du site www.libres.org. La procédure de signature y est indiquée.

Florin AFTALION, Fred AFTALION, Axel ARNOUX, Jacqueline BALLESTIER,

Paul BEAUMARTIN, Charles BEGBEIDER, Pierre BESSARD, Jacques BICHOT,

Gérard BRAMOULLE, Patrick de CAZANOVE, Jacques COHEN, Brice COUTURIER,

Chantal DELSOL, Jean Philippe DELSOL, Jean Philippe FELDMAN, Claude FOUQUET, Philippe FRANCOIS, Jacques GARELLO, Pierre GARELLO, Vincent GINOCCHIO,

Jacques de GUENIN, Robert HELLER, Alain LAURENT, Pierre de LAUZUN, Serge LEBIGOT, Nicolas LECAUSSIN, Bertrand LEMENNICIER, Henri LEPAGE, Alain MADELIN,

Olivier MAIRESSE, Alain MATHIEU, Guy MILLIERE, Charles MILLON, Jean Yves NAUDET, Hervé NOVELLI, Ivan RIOUFOL, Pascal SALIN, Benoîte TAFFIN, Dominique TIAN,

Michel VERGNAUD, Bernard ZIMMERN.



Patrick de Casanove,
président du cercle Frédéric
Bastiat et administrateur de
l'ALEPS,

serait honoré par votre participa-
tion au dîner débat qui aura lieu

**Le samedi 6 décembre
à 19h30**

A l'hôtel Calicéo,
à Saint-Paul-Lès-Dax

**Avec le Professeur
Pascal SALIN**

sur le thème

**L'indispensable
réforme fiscale**

Pour tout renseignement,
www.bastiat.net

Pour contacter le Cercle :
cercle.bastiat@gmail.com
ou au 05 59 45 36 47



MERCREDI 5 NOVEMBRE

Espace Georges-Bernanos,
4 rue du Havre Paris IXe
19h-21h

**LA RECONQUETE CULTURELLE
PAR L'ECOLE,
un enjeu décisif**

avec Anne Coffinier
Directeur général de la
Fondation pour l'école

Si la culture précède la politique,
l'éducation doit rester entre les
mains des Français, et des
parents en particulier. La liberté
scolaire, un enjeu décisif pour la
reconquête culturelle.

(entrée libre, participation aux frais
conseillée 5 €)